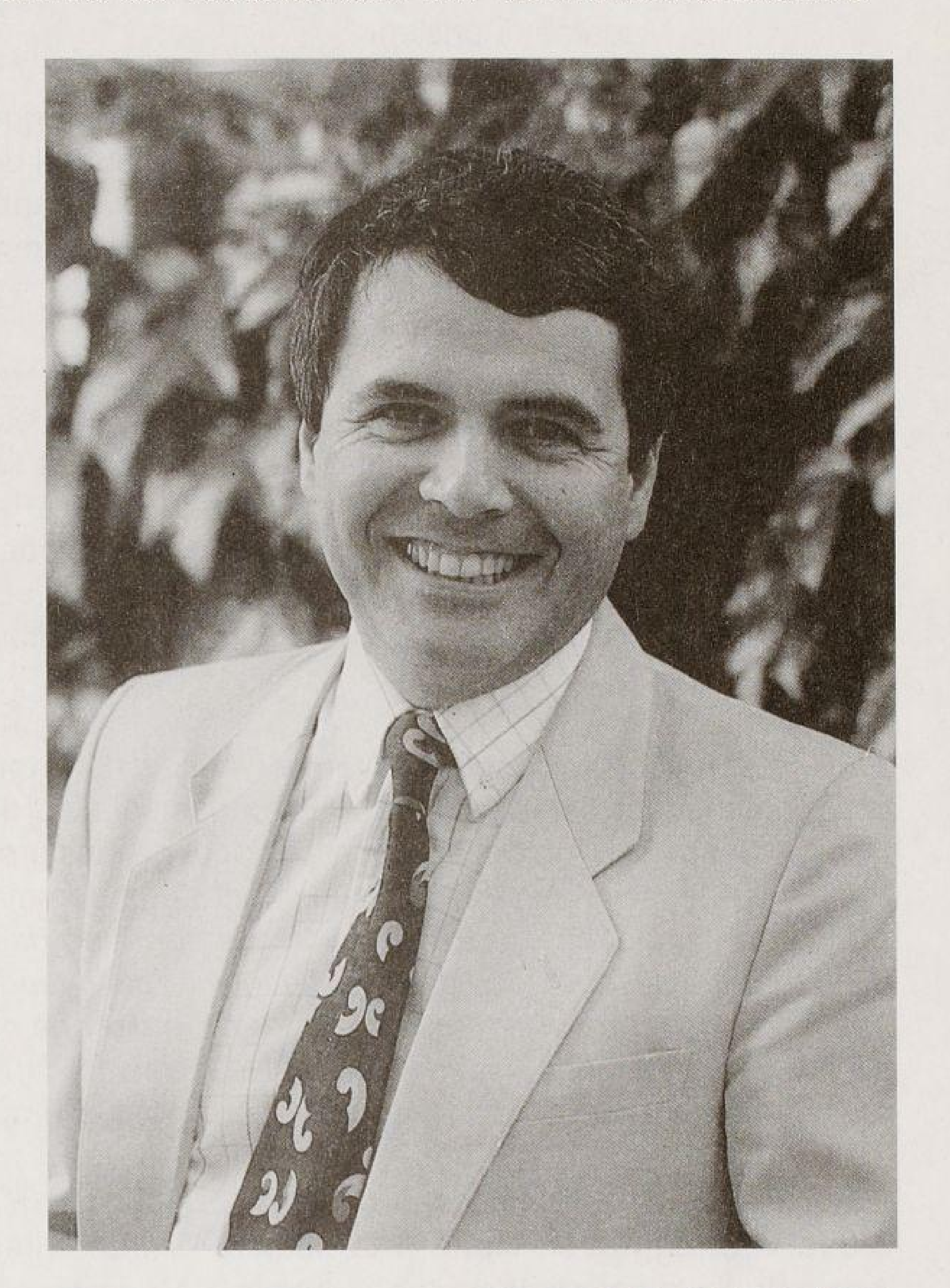
REPUBLIQUE FRANCAISE - ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993 -1 ère CIRCONSCRIPTION - DEPARTEMENT DE LA SARTHE

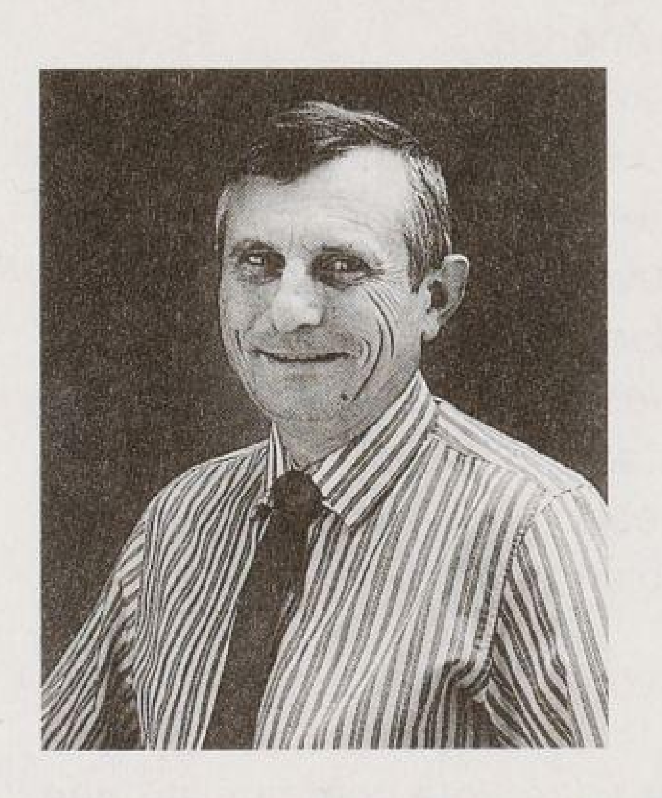
LE VOTE COMMUNISTE POUR RESISTER A LA LOI DE L'ARGENT



Martin COMBE

48 ans - Médecin - praticien hospitalier.

Candidat du
PARTI COMMUNISTE FRANCAIS



Suppléant : **Robert OZAN**
46 ans, ouvrier, responsable syndical.

Vous aspirez à une vie politique propre, transparente qui prenne en compte les besoins de toute la population, l'indépendance du pays et oeuvre pour la paix. Moi aussi.

Comment être efficace pour mettre en place une politique qui s'attaque à la loi de l'argent, au chômage, à la précarité, aux inégalités sociales ? A vous de décider !

Madame, Monsieur,

vous avez reçu un premier courrier dans lequel je vous donnais mon opinion sur l'enjeu politique des élections du 21 mars. Dans mon journal de campagne dont la distribution est en cours, je vous précise qu'une politique audacieuse s'attaquant à la loi de l'argent est possible, qu'elle place l'homme et ses besoins au coeur des choix de société à faire d'urgence.Par votre vote dans quelques jours, vous allez décider du sort du pays.

Tous les sondages donnent la droite gagnante. Son projet politique est simple. Pour les privilégiés de l'argent : toujours plus d'argent; pour les gens, les familles : privations et angoisses accrues. Le "big-bang" socialiste, qui a pour objet l'alliance avec une partie de la droite et les écologistes, ne peut constituer un rempart contre la politique de la droite. Les premiers sont disqualifiés par leurs reniements. Les seconds projettent de siéger dans le futur gouvernement de droite. Le 21 mars vous pouvez leur dire NON. N'oublions pas : ces partis et leurs dirigeants menaient campagne pour le OUI à Maastricht. Ensemble nous avons été 49 % à avoir eu la force de leur dire NON.

Assez des terres en jachères ! Assez des agriculteurs, des marins-pêcheurs, des petits commerçants acculés à la ruine ! Assez des salariés de l'automobile, de la sidérurgie sur la paille ! Hoover, Grundig, Simmonds délocalisés pour de plus gros profits ailleurs, en faut-il d'autres pour agir ? Ecoutons Monseigneur ROUET, président de la commission sociale de l'épiscopat, dans l'interview au journal "La Croix" du 2 mars : *"Nous sommes dans une société où une industrie trouve plus d'intérêt à travailler sur les produits financiers qu'à vendre ce qu'elle produit. Tant que l'argent pourra aussi aisément rapporter sur le court terme, personne n'aura intérêt à investir sur le long terme. Rien ne bougera tant qu'on n'aura pas modifié la relation au rendement de l'argent".* Cette préoccupation recoupe notre analyse. Nos six propositions pour la France y apportent réponse.

Halte au démantèlement des services publics (PTT, S.N.C.F., E.D.F.- G.D.F., hôpitaux) que la droite veut aggraver. Halte à la société à deux vitesses dans laquelle nous nous enfonçons. A propos de la notion de partage du travail, Monseigneur ROUET la trouve *"ambiguë parce que cela suppose qu'il y ait un gâteau à couper en parts plus petites". "Nous voulons aider à trouver une autre logique"*,ajoute-t-il, autour de deux axes de réflexions : *"Revaloriser les activités dans lesquelles l'homme crée quelque chose, ensuite prendre en compte la complémentarité des tâches à égalité de dignité".* Nous proposons de réduire le temps de travail à 35 heures hebdomadaires sans perte de salaire et c'est possible. Cela permettrait de créer plus de 500 000 emplois !

Affirmons notre droit d'ingérence dans les affaires du capital. Soyons hardis, le pire serait de ne rien changer. Ensemble disons non à la politique de droite avec le vote communiste, il sera comptabilisé au plan national. Soyons clairs : nous ne ferons pas dire à votre vote communiste que vous êtes en accord avec l'ensemble des idées du Parti Communiste. Son seul sens sera celui d'une volonté affirmée de peser en faveur d'une politique qui prenne en compte l'homme, comme le précisent nos six propositions pour la France et non la seule loi de l'argent.

Je suis certain qu'un grand nombre d'entre vous tiennent à l'efficacité de leur vote. Ne dispersez pas vos voix. La force du Parti Communiste sera celle du nombre de suffrages qui se porteront sur mon nom. Pour mieux résister à toute politique de droite, un groupe communiste plus important à l'Assemblée Nationale est nécessaire. Il se battra inlassablement à vos côtés comme il le faisait encore en décembre en imposant la loi favorable à la préservation de l'emploi. J'ai confiance, ensemble continuons à oeuvrer pour une politique dans laquelle nous nous reconnaîtrons tous.

Martin COMBE

Imprimerie Graphéco - Le MANS

Vu le candidat.